

Libération : de la révolution au néolibéralisme

Par Nos Libertés le lundi 31 août 2009

Nos
Libertés.org



Par Marie

Pierre Rimbert, journaliste au "Monde Diplomatique" a rédigé un livre très instructif sur le basculement progressif d'un journal révolutionnaire et engagé "Libération" vers un organe de promotion du libéralisme et de l'idéologie néo-conservateur états-unienne. Nous vous livrons quelques extraits de son ouvrage "Libération de Sartre à Rothschild" paru en 2005 chez Raisons d'Agir.

Extraits :

"Fondé en 1973 pour « donner la parole aux peuples » et finalement revendu par tranches à Édouard de Rothschild, "Libération" constitue un bon révélateur français de ces bouleversements. Au départ, un projet éditorial contestataire déclare la guerre à la grande presse. « "Libération" luttera contre le journalisme couché », promet son manifeste en novembre 1972; Jean-Paul Sartre, premier directeur du journal, formule l'exigence imposée par un tel objectif : « nous avons refusé de devenir une entreprise industrielle et commerciale ». À l'arrivée, "Libération" se présente comme une société anonyme dont le conseil d'administration réunit en 2005 un banquier d'affaires, un ancien directeur financier de Vivendi, l'ex-directeur général du forum économique mondial de Davos et une directrice adjointe de Suez."

[...]

"À parcourir les pages sans sève de ce quotidien, on imagine mal le rôle idéologique que joua "Libération" dans les années 1980. Il procura à la bourgeoisie culturelle française ce que "Commentary" proposait aux néo-conservateurs américains : un salon d'essayage de la pensée de marché que le gouvernement socialiste revêtit à partir de 1983-1984."

[...]

"« Notre pauvreté est la mesure de notre indépendance », indiquait l'éditorial du 22 février 1973. « Libres des banques et de la publicité, nous ne dépendrons que de vous, que des souscriptions, que du mouvement pour une information libre...» L'introduction de la publicité intervient le 16 février 1982."

[...]

"En 1988, une brochure de la régie publicitaire informe ses clients du

rattrapage d'un dernier retard : « "Libération" acquiert son institutionnalisation par la création de pages boursières quotidienne. » La parole au peuple ? Il a changé. Désormais "Libération" cadre les cadres."

[...]



"De 1983 à 1986, 80 % du capital de "Libération" est passé des mains de l'équipe à celles d'actionnaires extérieurs. Les garde-fous négociés par les représentants des salariés ont sauté un à un. En 1988, les nouveaux actionnaires dépassent la barre symbolique des 34 % : la minorité de blocage que la direction avait juré de ne jamais concéder."

[...]

"Serge July : Quand j'ai commencé à faire de la presse, le PC était à 25 %. Maintenant que je dirige "Libération", il est à 5 %."

[...]

"Au printemps 1983, la société de financement Communication et Participation (actionnaire principal de "Libération") réunit les pdg Michel Albert (AGF), Pierre Barret (Europe 1), Marin Karmitz (MK2) Gilbert Trigano (Club Méditerranée), Évelyne Prouvost (Groupe Marie Claire), Claude Aplhandéry (Société française de contrôle et de gestion immobilière), Antoine Guichard (Casino). Ils voisinent avec les frères Riboud, les journalistes Françoise Giroud et Christine Mital (née Riboud) ainsi qu'avec l'ancien responsable de "France-Soir", Charles Gombault. Par l'intermédiaire de

filiales, François Dalle (L'Oréal), Jérôme Seydoux (Chargeurs) et Nicolas Seydoux (Gaumont) se joindront aux réjouissances."

[...]

"La conversion libérale des élites modernisatrices de l'État s'apparente au changement de cap d'un gros navire, tant elle fut lente, structurelle et d'abord imperceptible. On apprécie rétrospectivement l'ampleur du virage à l'aune du rôle dévolu après guerre à la planification. [...] En 1945-1946, le champ des possibles politiques exclut le libéralisme. Face à un patronat disqualifié par ses complaisances vis-à-vis de l'occupant, la CGT revendique plus de cinq millions d'adhérents. Les communistes, principale force politique, occupent plusieurs ministères. Leur expulsion du gouvernement tripartite en mai 1947 entérine le choix de l'économie de marché, arbitrage qui n'allait pas de soi deux ans plus tôt. Mais les réformes de structure, la nationalisation de l'énergie, du crédit et des transports ont déterminé un rapport de forces entre capital et travail pour une fois moins défavorable au second, même si l'immense majorité des moyens de production demeure aux mains des patrons."

[...]

"Bien avant que la crise de 1974 n'en fournisse le prétexte, l'administration économique française a pris son élan pour le grand bon en arrière libéral dont le dernier obstacle politique ne sera levé qu'en 1983, lors du tournant monétariste de la gauche au pouvoir, avec cette fois le concours de "Libération" et toujours au nom de la « modernisation ».

[...]

"Obsession de la modernité, discours technicien, mais aussi posture protestataire : ce cadre de pensée a germé trente ans avant de fleurir les colonnes du "Libération" des années 1980.

[...]

"Pour Jean Monnet, « le Français devrait adopter la psychologie américaine, c'est-à-dire une disposition de l'esprit à changer constamment. » Jean Monnet reprocha au paysan qui cultivait une parcelle minuscule et au cheminot, endormi dans sa sécurité, d'être des fardeaux pour l'économie."

[...]

"Dans un rapport de 1964, un groupe de prospective du Plan demande aux dirigeants « un effort de réflexion : pour dresser l'inventaire de ce qui disparaîtra nécessairement, pour mesurer le degré de résistance des divers secteurs frappés de désuétude, pour élaborer une stratégie de l'élimination. » Les premiers visés furent les petits patrons, les commerçants, les artisans et surtout les paysans qui représentaient un tiers de la population active à la Libération."

[...]

"Au tournant des années 1970, les industries traditionnelles frappées par la récession entrent dans le tunnel des plans de modernisation. On y diagnostique une trop grande fermeture, des rigidités, des scléroses et des immobilismes. Hier héros de la bataille de la production, les sidérurgistes, mineurs et ouvriers du textile basculent dans la catégorie technocratique des obstacles au progrès. Leurs conquêtes sociales deviennent autant d'archaïsmes incompatibles avec la compétition mondiale que le VI^e Plan (1971-1975) a érigée en priorité absolue et qu'on évoque pour justifier la fermeture des usines. À compter de 1983, ouvriers, fonctionnaires, petits employés crispés sur leurs acquis et rétifs à l'ouverture européenne incarneront les nouveaux blocages que les technocrates reconvertis se proposeront d'anéantir. "Libération" vibrera à l'unisson de cette deuxième vague modernisatrice. Aux yeux de Serge July, les sidérurgistes qui défilent à Paris en avril 1984 pour sauver leur région « ne campent plus qu'une arrière-garde, qui s'oppose à l'épreuve de vérité du réalisme. »

[...]

"Laurent Joffrin a analysé sans humilité excessive le bilan du service économique de "Libération" : « On a été les instruments de la victoire du capitalisme dans la gauche. »

[...]

"En 1984-1985, le soutien apporté par les États-Unis à des commandos d'extrême droite en lutte contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua, légalement élu, avait révolté le moindre progressiste. Pas "Libération". S'appuyant sur une enquête consacrée au traitement médiatique de cette ingérence américaine, Noam Chomsky a conclu : « Le journal européen le plus honnête était "The Guardian" de Londres; le pire de tous était le quotidien parisien "Libération" super reganien, allant au-delà des pires journaux des États-Unis dans son adhésion à la propagande du gouvernement américain."

[...]

"En 2003, l'invasion de l'Irak par les États-Unis et leurs alliés peina le directeur de "Libération" : « Au nombre de dommages provoqués par cette guerre, une hystérie antiaméricaine se répand. Cette fièvre réveille un antisémitisme qui se manifeste à visage découvert. Le monde démocratique a besoin de l'Amérique. Dans la globalisation, les défaites politiques de l'Amérique sont des défaites de la démocratie."

[...]

"La métamorphose d'un journal militant en groupe de presse, sa récupération par les classes dirigeantes, son ouverture de capital, sa revente à des industriels : l'histoire est si banale qu'elle n'a cessé d'inquiéter. Ni les intellectuels, ni les journalistes, ni les organisations politiques n'ont impulsé

de mobilisation susceptible d'interrompre le tête à queue de "Libération", passé de Sartre à Rothschild, ou celui du "Monde" né de la résistance pour échouer aux pieds de Lagardère. Rarement au cours des deux derniers siècles l'intégration industrielle des grands moyens d'information fut aussi poussée et acceptée comme une évidence. Il n'en a pas toujours été ainsi."

[...]

"La fusion de la presse dans l'argent conditionne ses contenus plus efficacement que toutes les censures directes, fussent-elles exercées par le propriétaire. Comme la publicité qui la sertit, l'information faite marchandise porte la marque indélébile de ses origines qui, dans les pays de libre entreprise, sont situées au cœur même de la structure capitaliste. Son flux contrecarre tout projet de transformation sociale. Parce qu'ils l'avaient compris, réformistes et révolutionnaires s'accordèrent de tout temps sur la nécessité de soustraire la presse aux forces du marché. Instruits par la déchéance de journaux devenus, selon Albert Camus, la honte du pays pendant la guerre, les Résistants devaient à leur tour éprouver l'urgence d'une grande transformation. « Il est un point sur lequel nous étions tous d'accord » rappelait en 1945 Francique Gay, directeur de la presse au Secrétariat de l'information, « c'est qu'on ne devrait pas revoir une presse soumise à la domination de l'argent. » Soixante ans plus tard, cette bataille politique gît étrangement derrière le comptoir des marchands de papier. Les années de résignation sont passées par là, cherchant à effacer de nos mémoires le long combat pour une réappropriation démocratique de l'information."

Publié sur :

<http://www.noslibertes.org>

Agir ?

Faites circuler ce document autour de vous